

AKTUELL

ÉTUDES SUPÉRIEURES

Questions d'interprétation

Christian Steinbach

La condamnation des Pays-Bas par la Cour de justice de l'Union européenne est-elle une victoire ou une défaite pour le Luxembourg ?

Les interprétations diffèrent sur l'arrêt de la CJUE qui condamne les Pays-Bas pour « discrimination indirecte des travailleurs migrants » dans sa politique de financement d'études à l'étranger. Alors que les syndicats considèrent que « les jeux sont faits » et estiment que le Luxembourg se dirige, lui aussi, « de plus en plus vers une condamnation pour discrimination », François Biltgen, ministre de l'Enseignement supérieur et juriste de formation, voit sa position « renforcée » par ce verdict.

En effet, La Cour a jugé que la clause néerlandaise « des trois ans sur six », qui requiert de chaque étudiant d'avoir vécu au moins trois ans aux Pays-Bas avant de pouvoir bénéficier d'une bourse pour des études à l'étranger, était trop exclusive et contraire à la réglementation européenne. Puisqu'une telle condition n'existe pas au Luxembourg et puisque la CJUE reconnaît en même temps que « la condition de résidence est appropriée à la réalisation de l'objectif de la mobilité des étudiants », le ministre s'est vite efforcé de vendre la défaite néerlandaise comme une victoire pour le Luxembourg.

Subsides ou aides sociales ?

C'est donc sur cet aspect qu'il s'est concentré lors de sa conférence de presse lundi. En présentant statistiques et comparaisons, il a longuement démontré en quoi le système luxembourgeois est différent du néerlandais, et pourquoi la condition de résidence est nécessaire pour maintenir une politique centrée depuis toujours autour de la mobilité des étudiants. A cet égard, le Luxembourg serait même un des seuls pays à suivre à la lettre les directives du traité de Bologne. Le seul problème, c'est que bien que la politique de l'enseignement supérieur (qui relève des compétences nationales) soit tout à fait compatible avec le traité de Bologne, elle se heurte au Traité sur le fonctionnement de l'UE. Celui-ci prévoit que les travailleurs immigrés et les frontaliers ont droit aux mêmes

avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux.

Voilà le vrai champ de bataille sur lequel le Luxembourg vient de subir une défaite qui pourrait s'avérer décisive. Les bourses d'études, interprétées par l'Etat comme subsides accordés à des adultes indépendants, sont désormais définies par la Cour comme aides sociales qui reviennent aux parents. La CJUE a été très claire sur cet aspect : elle rappelle dans son verdict « qu'une aide accordée pour l'entretien et la formation afin de poursuivre des études universitaires constitue un avantage social », et dénonce les « formes dissimulées de discrimination au détriment des travailleurs migrants et des travailleurs frontaliers ». Même si lors de son état des lieux, le ministre a préféré passer rapidement sur ce détail, il s'en suit logiquement que le système Biltgen va à l'encontre du droit européen, ce qui entraînera nécessairement une condamnation. Dans tous les cas, il ne compte rien changer, soit par entêtement, soit par manque d'alternatives.

La situation est en effet assez compliquée. Inclure simplement les enfants de frontaliers serait difficilement finançable, vu qu'il faudrait augmenter le budget d'environ 128 pour cent, de 88 milliards à plus de 200 milliards d'euros. D'ailleurs, la question se pose si le Luxembourg ne court pas le risque, en cas de condamnation, de devoir payer aux frontaliers en une fois toutes les aides sociales des deux dernières années. Une autre possibilité serait d'agrandir de façon exponentielle l'Université du Luxembourg, ce qui serait contraire à sa vocation initiale et signifierait un changement radical de la politique traditionnelle de l'enseignement supérieur. Un retour à l'ancien système serait, selon Biltgen, impossible.

Ainsi paraît-il qu'en attendant le verdict sur le Luxembourg qui tombera en automne, le ministre s'est résolu au simple « wait and see ». « Jusqu'à présent, aucun parti ne s'est plaint auprès de moi », a-t-il lancé aux quelques questions critiques à la fin de la conférence de presse. Il est pourtant grand temps que l'on commence à le faire, au lieu d'attendre que le tout s'écroule.

SHORT NEWS

City Breakfast: Velos, Kirchen, Häuser

Beim City Breakfast am vergangenen Mittwoch zogen Xavier Bettel und François Bausch eine positive Bilanz der „Fête du Vélo“. Die verschiedenen Stände erfreuten sich großer Beliebtheit, so Bausch. Er habe auch bereits positives Feedback von der dänischen Botschaft erhalten. „Wir hoffen dass dieses Fest sich zur Tradition entwickeln kann. Deshalb werden wir auch an diesem Termin, dem dritten Sonntag im Juni, festhalten“, so der erste Schöffe. Weitere Themen waren der kontroverse Verkauf eines Grundstücks der Kirchenfabrik Cents sowie die Frage, ob die Defizite der Kirchenfabriken überhaupt noch geduldet werden können. „Legal besteht keine Möglichkeit, die Schulden einzufordern“, so Bettel. Es scheint jedoch, als ob der Gemeinderat einen defizitären Haushalt in absehbarer Zeit nicht mehr akzeptieren wird: am Montag stimmten nur elf Gemeinderäte dafür, bei sieben Gegenstimmen und vier Enthaltungen. „Es wäre nicht angenehm, dem Innenminister einmal mitteilen zu müssen, dass es hierfür keine Mehrheit mehr gibt“, meinte Bettel hierzu. Zum Schluss wurde dann noch über eine Steuer für leer stehende Immobilien diskutiert. In dieser Hinsicht werde die Hauptstadt „genau den gleichen Weg“ einschlagen wie Esch, so Bettel, während Bausch daran erinnerte dass dies bereits in der Schöfferratserklärung stehe. Zur Höhe der Steuern wollten sich beide Politiker nicht festlegen, hierüber müsse man erst mit den anderen Mitgliedern der Fraktionen diskutieren. Dies soll auf jeden Fall noch vor den Sommerferien geschehen, damit ein entsprechender Gesetzesvorschlag im September eingereicht werden kann.

Der Einfluss der Wirte

Im Interview von letzter Woche mit der Forscherin Heike Mauer, das den Titel „Schlecht beleumdet und abgeschoben“ trug, und in dem es um die Prostitution um 1900 ging, ist die politische Stellung der Wirte zur damaligen Zeit anders zu bewerten als angegeben. Zwar waren die Wirte im Wirteverband organisiert, der etwa Petitionen gegen die allzu starke Besteuerung der Schenken einreichte. So dass sie als wichtige Steuerzahler und Wählergruppe auf kommunaler Ebene wahrgenommen wurden. Jedoch war ihr politischer Einfluss zum Teil begrenzt: Wirte konnten zwar in den Stadtrat gewählt werden, jedoch seit dem Wahlgesetz vom 5. März 1884 war es ihnen nicht möglich, sich als Bürgermeister oder in das Schöffengericht wählen zu lassen. Erst im November 1975 wurde diese Bestimmung aufgehoben.

Goerens : Plus d'aide financière pour les pays émergents

« La politique de coopération au développement doit changer car le monde entier a changé ». Voilà l'analyse de Charles Goerens, rapporteur du programme pour le changement de la politique de développement de l'UE. Le député européen libéral a présenté mercredi lors d'une conférence de presse plusieurs propositions pour rendre plus efficace la politique européenne de l'aide au développement. Une de ces mesures serait de réduire progressivement les aides financières aux pays émergents comme le Brésil, la Chine et l'Inde, puisque « leur problème n'est plus celui de la création de richesses, mais plutôt celui de leur répartition ». D'après Goerens, ces pays émergents bénéficieraient plus d'une assistance technique ou de l'expertise européenne en ce qui concerne la construction d'un système de sécurité sociale. L'on pourrait néanmoins objecter qu'actuellement, l'« expertise » européenne se borne plutôt à la déconstruction sociale, ce qui relativise les « conseils » que peut donner l'UE en cette matière. Son bilan sur l'état actuel de la politique européenne de développement a été assez négatif : « Il faut constater qu'on est à cent lieues des objectifs du millénaire pour le développement. » Il serait cependant compréhensible, d'après Goerens, que des pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal ne puissent pas atteindre l'objectif des 0,7 pour cent du PIB jusqu'en 2015. Enfin, il a déploré le fait qu'avant la publication de son rapport, le conseil des ministres du développement ne s'était réuni que deux fois pour des sessions de trois heures, ce qu'il a qualifié de « ridicule ».